

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : 28570C

Inscrit le 4 mai 2011

Audience publique du 11 octobre 2011

**Recours formé par
la société anonyme ... S.A., ...
contre une décision du directeur de l'Inspection du Travail et des Mines
en matière de délégation du personnel**

Vu la requête inscrite sous le numéro 28570C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 4 mai 2011 par Maître Guy CASTEGNARO, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la société anonyme ... S.A., établie et ayant son siège social à ..., inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro ... et représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions, dirigée contre une décision du directeur de l'Inspection du Travail et des Mines du 25 mars 2011 relative à la mise en place de la délégation du personnel au sein de la société requérante ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 30 mai 2011 par Monsieur le délégué du gouvernement Guy SCHLEDER ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 29 juin 2011 par Maître Guy CASTEGNARO au nom de la société anonyme ... S.A. ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe de la Cour administrative le 23 août 2011 par Monsieur le délégué du gouvernement Daniel RUPPERT ;

Vu les pièces versées au dossier et notamment la décision directoriale critiquée ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Marie BEHLE-PONDJI, en remplacement de Maître Guy CASTEGNARO, et Monsieur le délégué du gouvernement Daniel RUPPERT en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 4 octobre 2011.

Par requête déposée au greffe de la Cour administrative le 4 mai 2011, la société ...S.A., ci-après « *la société* ... », a fait introduire un recours tendant à la réformation sinon à l'annulation de la décision du directeur de l'Inspection du Travail et des Mines (ITM) du 25 mars 2011 rendue en matière de délégation du personnel au sein de la société requérante et confirmant en substance le mandat de la désignation d'office de Monsieur ... comme délégué du personnel effectif et de Madame ... comme déléguée du personnel suppléante.

La société ... déclare avoir introduit parallèlement à son recours devant le tribunal administratif, le présent recours devant la Cour eu égard à l'existence des dispositions des articles L.417-3 et L.614-14 du Code du travail. Si d'après l'interprétation jurisprudentielle de la Cour, les dispositions de l'article L.417-3, paragraphe 1^{er} du Code du travail prévoyant la seule compétence de la Cour administrative en la matière avaient effectivement été abrogées par l'article L.614-14 rétablissant le droit commun avec un recours devant le tribunal administratif et une instance d'appel devant la Cour, la requérante estime cependant que pour le cas où le tribunal se déclarerait néanmoins incompétent pour connaître du recours parallèle introduit, la saisine directe de la Cour ferait tout son sens.

Le délégué du gouvernement s'appuie sur la jurisprudence constante de la Cour pour conclure à l'incompétence de celle-ci pour connaître du recours.

La société ... de répliquer que contrairement aux conclusions du délégué du gouvernement les dispositions respectives des articles L.417-3 et L.614-14 du Code du travail ne seraient pas incompatibles entre elles, alors que régissant des situations juridiques distinctes sans lien de dépendance. Dès lors, le principe de droit suivant lequel il y aurait lieu de faire application *ratione temporis* de la loi postérieure, en l'occurrence celle du 21 décembre 2007 portant réforme de l'Inspection du Travail et des Mines, ci-après « *la loi du 21 décembre 2007* », ayant introduit l'article L.614-14 du Code du travail, ne trouverait pas application en l'espèce.

Par voie de conséquence, il y aurait lieu de suivre les dispositions de l'article L.417-3 du Code du travail, toujours d'actualité, attribuant compétence à la Cour administrative pour statuer en première et dernière instance comme juge du fond sur les décisions du directeur de l'ITM en matière de délégation du personnel.

La question première posée en l'occurrence est celle de la compétence d'attribution de la Cour administrative saisie d'un recours direct dirigé contre une décision du directeur de l'ITM rendue en matière de délégation du personnel.

L'article 40, paragraphe 1^{er}, de la loi du 18 mai 1979 portant réforme des délégations du personnel, et en son application l'article 39 du règlement grand-ducal du 21 septembre 1979 concernant les opérations électorales pour la désignation des délégués du personnel, ont à chaque fois prévu un recours en réformation direct devant le Conseil d'Etat, comité du contentieux, statuant en dernière instance et comme juge du fond, à l'encontre des décisions du directeur de l'ITM rendues en la matière.

La loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1997, est venue préciser à travers son article 100, paragraphe 1^{er}, que la référence au Conseil d'Etat « *si la fonction juridictionnelle du Conseil d'Etat est visée, s'entend comme référence au tribunal administratif* », de sorte que les décisions en matière de délégations du personnel étaient soumises à partir de ladite date du 1^{er} janvier 1997 et jusqu'au 1^{er} septembre 2006 à un double degré de juridiction, à savoir un recours en première instance devant le tribunal administratif avec appel possible devant la Cour administrative (voir en ce sens, après consolidation de la jurisprudence, Cour adm. 12 février 2004, n° 17467C du rôle, Pas. adm. 2010, V° Compétence, n° 90 et autres références y citées).

En vertu de l'article L.417-3, paragraphe 2, du Code du travail, tel que mis en place par la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2006, et libellé comme suit « *les contestations relatives à l'électorat et à la régularité des opérations électorales sont de la compétence du directeur de l'Inspection du Travail et des Mines ; sa décision peut faire l'objet d'un recours devant la Cour administrative, statuant en dernière instance et comme juge du fond* », le contentieux visant les décisions du directeur de l'ITM en matière d'électorat de délégations du personnel a de nouveau été soumis à un seul degré de juridiction, précisément devant la Cour administrative.

C'est la loi du 21 décembre 2007 qui est venue mettre en place l'article L.614-14 du Code du travail, prévoyant dorénavant que « *toutes les décisions administratives prises sur base des dispositions de la présente loi sont soumises au recours en réformation visé à l'article 3 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif* », l'article 3 de la loi précitée du 7 novembre 1996 énonçant que « (1) *le tribunal administratif connaît en outre comme juge du fond des recours en réformation contre les lois spéciales attribuant connaissance au tribunal administratif. (2) Sauf disposition contraire de la loi, appel peut être interjeté devant la Cour administrative contre les décisions visées au paragraphe 1^{er}* ».

La loi du 21 décembre 2007 ne prévoyant pas de disposition d'entrée en vigueur spécifique concernant plus particulièrement l'article L.614-14 du Code du travail, son entrée en vigueur doit être entrevue suivant le droit commun comme étant intervenue quatre jours après sa publication, le 31 décembre 2007, au Mémorial.

Partant, ladite loi du 21 décembre 2007 est applicable *ratione temporis* à la décision directoriale actuellement déférée.

Si le bout de phrase initial de l'article L.614-14 du Code du travail disposant que « *toutes les décisions administratives prises sur base des dispositions de la présente loi* » peut induire en erreur du fait que ledit article fait partie du Code du travail, la gestation de cet article et son introduction dans le Code du travail à travers la loi du 21 décembre 2007 sont cependant de nature à cerner avec précision la portée du texte légal dont s'agit en ce qu'il vise toutes les décisions administratives prises par des organes de l'ITM dans le cadre de la loi en question.

La loi du 21 décembre 2007 statuant à travers l'article L.614-14 du Code du travail pour toutes les décisions administratives tombant sous les attributions de l'ITM telles que définies à l'article L.611-1 du Code du travail à travers elle également introduit, elle recouvre plus précisément les attributions du directeur de l'ITM statuant dans le cadre de la désignation des délégations du personnel.

S'agissant d'une loi postérieure à celle du 31 juillet 2006 ayant introduit le Code du travail, dont plus particulièrement son article L.417-3, tout en portant par ailleurs modification en abrogeant les articles L.611-1 à L.614-5 anciens dudit Code pour introduire à travers le titre premier du livre VI des nouveaux articles L.611-1 à L.615-2, ce sont les dispositions de cette loi postérieure qui sont appelées à s'appliquer à la décision directoriale déférée.

Devant l'incompatibilité patente entre les dispositions de l'article L.417-3 prévoyant un recours devant la seule Cour administrative par rapport à celles de l'article L.614-14,

postérieur, qui, à travers le renvoi à l'article 3 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 précitée prévoit un double degré de juridiction, emportant que la requête de première instance doit être introduite devant le tribunal administratif, force est à la Cour de retenir qu'eu égard au caractère postérieur et général pour toutes les décisions administratives des organes et plus particulièrement du directeur de l'ITM, les dispositions de l'article L.417-3 du Code du travail sont à considérer comme ayant été implicitement, mais nécessairement abrogées à travers celles de l'article L.614-14 du même Code, telles qu'y introduites à travers la loi du 21 décembre 2007.

La Cour est encore amenée à constater que le régime à double degré de juridiction, tel que prévu par l'article L.614-14 du Code du travail, correspond au régime de droit commun en matière de recours contentieux administratifs, tout comme il s'applique à la quasi-totalité des décisions prises au niveau de l'ITM, de sorte à devoir juger inopportun que le domaine hautement sensible des décisions prises en matière de délégations du personnel, tout comme celui des comités mixtes d'entreprises, restent soumis à un régime avec une seule instance juridictionnelle présentant *a priori* moins de garanties pour les parties en cause, et ceci d'autant plus qu'il est actuellement admis de façon générale que le directeur de l'ITM ne fait pas fonction de juridiction administrative de premier degré mais qu'il agit en tant qu'autorité administrative disposant d'un simple pouvoir de décision administrative (voir Doc. parl. n° 5346, p. 467 et Cour adm. 12 février 2004 précitée).

La solution retenue ci-avant a partant encore l'avantage de consacrer en la matière le principe du double degré de juridiction, tel que mis en avant par la recommandation n° R (95) 5 du 7 février 1995 adoptée par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe sur l'instauration de systèmes de procédures de recours en matière civile et commerciale et sur l'amélioration de leur fonctionnement, ledit Comité des ministres se déclarant convaincu que des procédures de recours efficaces à double degré sont dans l'intérêt à la fois de tous les justiciables et de l'administration de la justice.

Au vu de ce qui précède, la Cour est dès lors amenée à se déclarer incompétente eu égard au contenu des dispositions de l'article L.614-14 du Code du travail, telles qu'y introduites à travers la loi du 21 décembre 2007 et applicables en l'occurrence.

Au vu de l'issue du litige il y a lieu de rejeter la demande en allocation d'une indemnité de procédure de l'ordre de 1.000 € de la partie recourante.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

se déclare incompétente pour connaître du recours ;

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure de la partie demanderesse ;

condamne la partie demanderesse aux dépens de l'instance.

Ainsi délibéré et jugé par :

Francis DELAPORTE, vice-président,
Serge SCHROEDER, conseiller,
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu par le vice-président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence de la greffière de la Cour Anne-Marie WILTZIUS.

s. WILTZIUS

s. DELAPORTE

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 22 novembre 2016
Le greffier de la Cour administrative